

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Arrêté du 16 août 2021

Portant délégation de signature du directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter-région Sud Est

NOR : JUSF2125246A

Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter-région Sud Est,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-534 du 24 mai 2005 portant déconcentration en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Benoit BERTHELEMY, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse de Corse à compter du 1^{er} septembre 2014 ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2015 portant nomination de Monsieur Julien LEMAIRE, attaché, directeur des ressources humaines adjoint à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 2017 portant nomination de Madame Céline ESTE (PERAZZIO), attachée, responsable RH de la gestion administrative et financière à compter du 1^{er} février 2017 ;

Vu l'arrêté du 09 mars 2018 portant nomination de Monsieur Benoît BELVALETTE, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Alpes Vaucluse à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

Vu l'arrêté en date du 26 juillet 2018 relatif à la déconcentration de certains actes de recrutement et de gestion des personnels relevant de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 04 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Franck ARNAL, directeur fonctionnel, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est à compter du 1^{er} novembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 09 janvier 2019 portant nomination de Madame Karine MATHIEU, directrice fonctionnelle, directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est à compter du 1^{er} février 2019 ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2019 portant nomination de Madame Laurence LANATA, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse du Var à compter du 1^{er} avril 2019 ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2019 portant nomination de Monsieur Pierre PIBAROT, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse des Bouches du Rhône à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2020 portant nomination de Monsieur Franck BALDI, directeur des missions éducatives à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est à compter du 1^{er} novembre 2020 ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2021 portant nomination de Monsieur Philippe BECQUEMBOIS, conseiller d'administration, directeur de l'évaluation et de la programmation des affaires financières et immobilières à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est à compter du 1^{er} août 2021 ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 2021 portant nomination de Monsieur Pierre WERY, attaché principal, directeur des ressources humaines à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est à compter du 13 septembre 2021 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à :

Madame Karine MATHIEU, directrice fonctionnelle, directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est,

Monsieur Pierre WERY, attaché principal, directeur des ressources humaines, à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est,

Monsieur Julien LEMAIRE, attaché, directeur des ressources humaines adjoint, à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est,

Madame Céline ESTE (PERAZZIO), attachée, responsable RH de la gestion administrative et financière, à la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'inter région Sud Est :

1° Pour tous les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

L'octroi des congés annuels ;
L'ouverture et suivi du compte épargne-temps ;
L'octroi des congés de maternité ou pour adoption ;
L'octroi des congés de paternité ou d'accueil ;
L'octroi ou renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
L'octroi ou renouvellement du congé de solidarité familiale ;
L'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
L'autorisation des cumuls d'activités ;
Les autorisations d'absence accordées au titre du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique. Ces autorisations d'absence sont à distinguer des décharges d'activité de service accordées au titre de l'article 16-VI du décret n° 82-447 ;
L'octroi ou renouvellement des congés de longue maladie ;
L'octroi ou renouvellement des congés de longue durée ;
L'octroi ou renouvellement du congé parental ;
L'octroi ou renouvellement et fin du congé de présence parentale ;
L'octroi ou renouvellement des disponibilités d'office après épuisement des droits à congés ordinaires de maladie, congé de longue maladie et congé de longue durée ;
L'octroi ou renouvellement des disponibilités de droit ;
L'autorisation, modification ou renouvellement du travail à temps partiel et réintégration à temps plein dans l'emploi d'origine ;
L'octroi des congés de représentation ;
La décision d'élévation d'échelon ;
La réintégration après un congé de longue maladie sans changement d'affectation ;
La réintégration après un congé de longue durée sans changement d'affectation ;
La réintégration après un congé parental sans changement d'affectation ;
L'élaboration des cartes professionnelles ;
L'édiction des arrêtés d'intérim.

2° Pour les agents contractuels :

Le recrutement ;
L'octroi des congés annuels ;
L'ouverture et suivi du compte épargne-temps ;
L'octroi des congés de maternité, de paternité, d'adoption ou d'accueil ;
L'octroi ou renouvellement des congés ordinaires de maladie ;
L'octroi ou renouvellement du congé de solidarité familiale ;
L'imputabilité au service des maladies et des accidents ;
Les autorisations d'absence ;
L'octroi, renouvellement et fin des congés pour raison de santé ;
L'octroi, renouvellement et fin des congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles ;
L'octroi ou renouvellement du congé parental ;
L'octroi, renouvellement et fin du congé de présence parentale ;
L'autorisation, modification ou renouvellement du travail à temps partiel et réintégration à temps plein ;
L'octroi des congés pour formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;
L'autorisation des cumuls d'activités ;
L'octroi des congés de représentation ;
L'octroi des congés liés à des absences résultant d'une obligation légale et des activités dans la



réserve opérationnelle ;
Les décisions relatives à la fin du contrat et au licenciement ;
L'admission au bénéfice de la retraite ;
L'octroi et revalorisation des rentes.

3° Pour tous les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

L'octroi de la prime spécifique d'installation ;
L'octroi de l'indemnité de sujétion géographique ;
L'octroi de l'indemnité d'éloignement ;
Le versement de l'indemnité particulière de sujétion et d'installation ;
Le classement lors de la nomination dans le corps.

Article 2

Délégation est donnée à
Monsieur Benoit BERTHELEMY, directeur fonctionnel, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse de Corse,
Monsieur Benoît BELVALETTE, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Alpes Vaucluse,
Madame Laurence LANATA, directrice fonctionnelle, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse du Var,
Monsieur Pierre PIBAROT, directeur fonctionnel, directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse des Bouches du Rhône,
Monsieur Franck BALDI, directeur fonctionnel, directeur des missions éducatives ;
Monsieur Philippe BECQUEMBOIS, conseiller d'administration, directeur de l'évaluation et de la programmation des affaires financières et immobilières ;
à l'effet de signer au nom du directeur interrégional, dans la limite de leurs attributions, les arrêtés, décisions ou contrats relatifs à :

1° Pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

L'octroi des congés annuels ;
Les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 13 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé;

2° Pour les agents non titulaires :

L'octroi des congés annuels ;
Les autorisations d'absence, sauf celles délivrées à titre syndical en application des articles 13 et 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 susvisé

Article 3

Le présent arrêté sera publié au bulletin officiel du ministère de la justice et affiché dans les locaux de chacun des services délégataires.

Fait le 16 août 2021



Franck ARNAL
Directeur Interrégional